



23 septembre 2013. Dans les couloirs du siège des Nations Unies à New York, je suis tombé sur Jean-Christophe Belliard, ancien Ambassadeur de France à Madagascar, qui sortait d'une réunion de la Francophonie, en compagnie du ministre des Affaires étrangères, Jacques Ulrich Andriantiana. Transcription de l'interview expresse.

« Madagascar va exploser économiquement dès que les choses vont revenir à la normale. Les gens en ont besoin pour reconstruire. Les choses se présentent bien, il faut maintenant que les Malgaches se choisissent un Président et, comme je l'ai dit, comme je le disais lorsque j'étais encore à Madagascar : je n'ai aucun doute du potentiel de Madagascar. C'est-à-dire que dès que la situation politique sera normalisée, Madagascar va retrouver le chemin de la croissance et donc du développement. Voilà ».

Bon, au train où vont les choses, je ne peux partager l'optimisme de M. Belliard à 100%. Certes, à travers l'élection présidentielle du 25 octobre (second tour en novembre), l'ordre constitutionnel sera de retour à Madagascar, avec un Président élu. Puis avec des parlementaires élus. Mais la crise économique et sociale sera toujours là. Le premier Président de la IVème république de Madagascar aura vraiment du pain sur la planche sur les bras. Car il s'agira, avant tout, de réorganisation avant de développement proprement dit. Et, connaissant la spécificité unique au monde des politiciens malgaches, la mollesse ou la dictature aura le même impact : avancer à reculons. Au pays du « *moramora* », impossible n'existe pas. Ma question est : comment va procéder et combien de temps va résister ce premier Président élu ? La solution ? Remettre immédiatement à plat tous les contrats miniers et les termes de partenariat avec les grandes puissances financières. Et expliquer, expliquer, expliquer pourquoi. Chose plus facile à dire qu'à faire, il est vrai...

Jeannot Ramambazafy